

---

# Robert Stanfield : à la mémoire du Néo-Écossais et du Canadien

---

par le sénateur Lowell Murray

*Robert Lorne Stanfield est né le 11 avril 1914, à Truro, en Nouvelle-Écosse. Avocat, il est devenu président du Parti progressiste-conservateur néo-écossais en 1947, puis a accédé à sa direction en 1948. Il a été élu pour la première fois au gouvernement provincial en 1949 et a gouverné la province de 1956 à 1967 à titre de premier ministre. En septembre 1967, il a gagné la course à la direction du Parti progressiste-conservateur fédéral et a été élu à la Chambre des communes en juin 1968. Il a tiré sa révérence comme chef du parti en 1976, n'ayant réussi à mener son parti à la victoire à aucune des trois élections générales. Il a abandonné son siège aux Communes en 1979. Son décès est survenu en décembre 2003. Le présent article s'inspire d'un éloge funèbre prononcé le 19 du même mois à l'église St. Bartholomew, à Ottawa.*



**N**ous ne le saurons jamais, mais il se peut que la modestie attribuée à Robert Stanfield ait été quelque peu exagérée. Par exemple, au moment de se retirer de la vie politique fédérale et d'entendre ses adversaires comme ses alliés proclamer d'une seule voix et avec effusion ses louanges, il aurait dit qu'en somme, il était probablement trop bon pour ce pays. Une autre fois,

alors que je lui avais rédigé quelques notes qui contenaient une phrase débutant par « À mon humble avis,... », il m'a remis mon ébauche, ayant effacé ce bout de phrase, et son épouse m'a dit — sans qu'il proteste — « Jamais Bob Stanfield n'a eu un humble avis ».

Les témoignages qu'on lui a rendus dans les jours qui ont suivi sa mort avaient quelque chose de frappant : presque 30 années se sont écoulées depuis son départ de la vie politique, une période qu'il a passée surtout dans l'ombre. Il n'a pas publié ses mémoires et personne n'a cherché à perpétuer son souvenir ni à créer une mythologie à son sujet. Et malgré tout cela, la conscience collective canadienne a conservé un vif souvenir de Robert Stanfield, ce chef d'un grand parti et cet homme courtois, humain et intègre qui a embelli notre vie nationale.

Il y a près de 10 ans, lors d'un dîner donné à Ottawa en l'honneur de ses 80 ans, M. Stanfield a expliqué à quel point il avait été chanceux toute sa vie. Il a parlé en premier lieu de ses parents, qui lui avaient laissé une sécurité financière lui ayant permis de poursuivre une carrière politique alors qu'il était relativement jeune. Ensuite, il a parlé de ses épouses, Joyce et Mary, qui l'ont précédé, ainsi que de Anne, qui serait à ses côtés les 25 dernières années de sa vie; puis, de ses enfants. Finalement, il s'est exprimé sur les horizons que lui avait ouverts la politique : connaître un grand nombre de personnes différentes, représentant toute la diversité de la vie canadienne, et travailler avec elles pour le bien du pays. « Cette voie, a-t-il dit, a donné à ma vie une profondeur et un sens auxquels je

---

Le Néo-Écossais Lowell Murray a été nommé au Sénat en 1979. Il a rempli les fonctions de leader du gouvernement à la Chambre haute de 1986 à 1993.

---

n'avais pas le droit de m'attendre, et cela je le dois à mon parti. »

En Nouvelle-Écosse, où il a entrepris sa carrière politique, il a dû commencer par bien faire comprendre à ses partisans conservateurs qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour élire un gouvernement. Cette confrontation avec la réalité, assortie de l'avertissement de tempérer leur ardeur partisane, a été faite lors d'une assemblée générale du parti qui s'est tenue à Halifax quelques semaines après qu'il est devenu premier ministre à l'automne 1956. Ce message n'était pas tout à fait celui qu'ils voulaient entendre après avoir été écartés du pouvoir pendant 23 ans. Ils savaient, cependant, que Robert Stanfield parlait en connaissance de cause et dans l'intérêt de leur parti. Grâce à lui, ils sont passés de zéro siège à l'assemblée législative, au moment de son élection comme chef, à une majorité huit années plus tard.

Une fois qu'ils ont pu gouverner, lui et son parti ont gagné un appui croissant de la population, un appui qui a augmenté de façon spectaculaire, d'année en année, d'élection en élection, pendant les 11 années suivantes. Ce n'est certes pas une exagération, ni une critique à l'endroit de ceux qui sont venus après lui, de dire que nombre de Néo-Écossais considèrent que son ministère, malgré le passage des années, est encore le modèle à suivre, le critère selon lequel on a évalué l'action de ses successeurs.

Comme candidat, il menait des campagnes électorales très efficaces, même si elles étaient quelque peu singulières par rapport à celles d'aujourd'hui. Plutôt que de faire une entrée remarquée dans un rassemblement politique à la suite d'un certain nombre de manifestations préliminaires qui auraient échauffé l'enthousiasme de la foule, il préférait arriver tôt, en fait, avant tout le monde. (S'il est possible d'être ponctuel à l'excès, Stanfield l'était.) De cette manière, il disait bonjour à tous les participants sans exception et leur serrait la main à mesure qu'ils entraient dans la salle. Autrement, il se contentait de ce que les organisateurs locaux avaient prévu. Une des seules consignes qu'il leur donnait était de faire en sorte qu'il soit sorti du cap Breton avant la noirceur.

Pendant la plupart de ses 11 années comme premier ministre provincial, il a aussi été ministre de l'Éducation. Il s'est acquitté de cette tâche avec un désintéressement total. Il a augmenté la participation de son gouvernement à l'enseignement primaire, secondaire, professionnel et universitaire, et a prolongé l'enseignement du français jusqu'à la fin du secondaire.

Il a dirigé un gouvernement dynamique et très progressiste pour l'époque en Nouvelle-Écosse. Ensuite, lorsqu'il s'est présenté comme candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur national en 1967 et qu'on lui a demandé quel genre de leader il serait, il a répondu en décrivant le genre de parti qu'il entendait diriger : « [...] un parti qui sera reconnu non pas simplement pour sa richesse, son confort et

son pouvoir, mais pour son humanité, sa compassion et sa dignité ».

Son destin a été de défendre ces valeurs non pas comme premier ministre, mais comme chef de l'opposition, et c'est ce qu'il a fait, sans relâche, pendant toute la durée de son passage au Parlement. Pour lui, la « société juste » de M. Trudeau tenait davantage du juridisme que de la compassion, et c'est dans cette perspective qu'il s'y attaquait.

Quand M. Trudeau a demandé, pour faire de l'effet « où est le Biafra? » au moment d'un échange sur la guerre civile du Nigéria, c'était sa façon de manifester sa répugnance à dire ou à faire quoi que ce soit qui pût donner à penser qu'il reconnaissait ou appuyait un état sécessionniste au sein d'une autre fédération. Cependant, M. Stanfield était consterné par cette catastrophe humanitaire. De concert avec David MacDonald, Gordon Fairweather et le néo-démocrate Andy Brewin, il a contribué à alerter et à agiter l'opinion publique canadienne. Dès le premier jour de la nouvelle législature en 1968, il a tenu le gouvernement sur la sellette jusqu'à ce qu'il assouplisse sa position officielle intransigeante dans ce dossier.

De même, M. Stanfield a maintenu sa vive opposition aux conseillers économiques du gouvernement parce qu'à son avis, ils acceptaient trop facilement qu'un taux de chômage élevé soit le prix à payer pour réduire l'inflation. À la longue, cette vision — qui lui a d'ailleurs été fatale sur le plan politique — l'a amené à préconiser un gel temporaire des prix et des salaires, suivi d'une courte période de contrôle obligatoire qui donnerait lieu à des restrictions volontaires, si tout allait bien. Son argument était simple : quels que soient ses défauts, cette solution était beaucoup mieux, selon lui, que la misère humaine causée par le chômage élevé et persistant ou l'inflation galopante.

Plus tard, il aurait dit, et il est tout à fait probable qu'il l'a fait, que sa solution s'était avérée un peu prématurée. Rejeté lors de l'élection de 1974, le gel des prix et des salaires a été adopté par le gouvernement l'année suivante.

Même s'il était un opposant acharné à certaines politiques gouvernementales, il a appuyé sans réserve la Loi sur les langues officielles de M. Trudeau. En dépit d'une révolte fomentée par un groupe de députés dirigé par M. Diefenbaker, il a défendu cette politique jusqu'à la fin de ses jours, parce qu'il la considérait noble et nécessaire pour l'avenir du pays.

En 1974, il a même rejeté la candidature de Leonard Jones, de Moncton, à cause de son opposition virulente à la reconnaissance des droits des Acadiens au Nouveau-Brunswick. Comme leader d'un parti national, M. Stanfield a appelé les Canadiens anglophones à appuyer les mesures visant à protéger la langue et la culture françaises. Il leur a demandé d'essayer de comprendre pourquoi les Québécois et leurs gouvernements étaient si préoccupés par cette question.

Il a accueilli dans le Parti conservateur un certain nombre de francophones éminents, comme Marcel Faribault, Yves Ryan

---

et Claude Wagner. À l'instar de Georges-Etienne Cartier, il était convaincu que les Canadiens anglophones et francophones devaient unir leurs efforts afin de bâtir le parti et le pays. Ce rêve ne s'est pas réalisé avant les années 1980 et, même s'il était à la retraite depuis nombre d'années, il s'est employé à défendre vigoureusement les accords du lac Meech et de Charlottetown.

Au cours de ses dernières années, il disait : « Je jouis de la vie en espérant réussir à faire un certain nombre de choses utiles. » Cette activité « utile » était considérable. Il était notamment président du conseil de l'Institut de recherches en politiques publiques, directeur de l'Institut Nord-Sud, vice-président de l'Association canadienne des libertés civiles, directeur du Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur, gouverneur de la Windsor Foundation, gouverneur associé de l'Université Dalhousie, directeur honoraire de la Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie, président de la Fondation du Commonwealth. En outre, il participait régulièrement à un groupe de discussion sur le Moyen-Orient avec des universitaires, des diplomates, des journalistes, des parlementaires et d'autres personnes. Ceux qui le connaissaient dans le cadre de ces activités savaient qu'il était loin de les prendre à la légère. Au fond, il était ravi de pouvoir travailler sur des dossiers qu'il considérait importants en matière de politique publique et pour l'avenir du pays.

Parfois, il acceptait de prononcer un discours ou d'écrire un article. Lorsque je lisais ses textes, parfois manuscrits ou abondamment annotés de son écriture inimitable, il était évident qu'il cherchait à faire réfléchir son public, sinon à le mettre au défi. Certains passages de sa prose revêtaient une belle vivacité et parfois même une certaine espièglerie, peut-être parce qu'il était retiré de la vie politique et éloigné de ses conseillers.

Devant l'Albany Club de Toronto en 1979, il a déclaré qu'il trouvait l'Ontario « un peu hypocrite » de critiquer la « méchante » Alberta qui défendait ses droits provinciaux, alors que l'Ontario avait été la première province à contester efficacement la puissance du gouvernement fédéral. Cela dit, il a reconnu que la population et le gouvernement de cette province avaient généreusement appuyé les politiques visant à améliorer les perspectives d'avenir des habitants du Canada atlantique, et il a formulé le souhait que les Albertains utilisent leur richesse avec le même sens de responsabilité nationale que leurs homologues ontariens à son époque.

Avant le référendum de 1980 au Québec, il a dit : « Le concept de la souveraineté-association semble insensé aux

Canadiens de langue anglaise. Cette option ne s'offre pas au Québec. » En 1980, il a adressé la parole aux membres de la Canada West Foundation à Banff pendant que régnait une furieuse controverse tant sur l'énergie que sur la Constitution. Faisant observer qu'une certaine opinion « nationaliste » était en porte-à-faux avec certains objectifs de l'Ouest et qu'elle rappelait aux habitants de cette région leur devoir d'agir dans l'intérêt de tout le pays, il a dit : « Maintenant, vous comprenez ce que ressentent les Canadiens francophones. » Où étaient les Canadiens de l'Ouest en 1970, a-t-il dit, lorsqu'on a invoqué la Loi sur les mesures de guerre? Puis, il a ajouté : « Peut-être que leur attitude aurait été différente si j'avais su leur donner un meilleur exemple. »

Lors d'une conférence à Halifax, il s'est demandé si les provinces de l'Atlantique élaboreraient elles-mêmes une stratégie économique conjointe un jour ou s'il faudrait qu'Ottawa intervienne et les force à le faire. « Il est peut-être terrible de poser une question pareille, a-t-il conclu, mais n'avons-nous pas besoin d'être secoués un peu? »

Il a déconseillé plusieurs fois aux partisans de son parti d'essayer « d'ajouter la confrontation et la polarisation idéologiques aux tensions inhérentes du pays ». Déjà, il y a 25 ans, il s'inquiétait que le gouvernement fédéral et le Parlement deviennent surchargés. Il en était venu à la conclusion suivante : « Nous devons faire un choix entre un gouvernement qui se fait sentir partout et un gouvernement responsable devant le Parlement; nous ne pouvons pas avoir les deux. »

Peut-être devrions-nous publier une anthologie de ces discours. Ils sont certes d'intérêt historique en ce qui a trait aux questions qu'ils abordaient à l'époque, mais on devrait en lire beaucoup comme des essais de philosophie publique.

Comme Robert Stanfield ne s'est jamais beaucoup adonné à de longues péroraisons et qu'il les trouvait souvent exagérées dans les discours des autres, permettez-moi de conclure en vous faisant part d'une prédiction qu'a faite le grand premier ministre libéral de la Nouvelle-Écosse, Angus L. Macdonald. « Robert Stanfield, a-t-il dit, agira toujours pour le bien de la Nouvelle-Écosse. »

À la fin de sa longue vie, Bob Stanfield, qui était un homme modeste dans sa vie privée, serait plus que satisfait qu'on dise qu'il a toujours agi pour le bien de la Nouvelle-Écosse, de son pays, le Canada, de son parti, le Parti progressiste-conservateur, de sa famille, de ses amis et de ses associés. Nous savons qu'il était un grand homme d'État et nous sommes chanceux de l'avoir connu.